

Candidature à l'élection de nouveaux membres de l'AIDC

Application for the election of new members of the AIDC

Ce formulaire peut être rempli en français ou en anglais
This form can be filled in English or French

Qui propose ce candidat ? / Who proposes this candidate?

Remplir la partie 1 ou la partie 2 / Fill part 1 or part 2

PARTIE 1 / PART I: Si proposé par un membre / If proposed by a member

Nom du membre / Name of the member:

Pre. Nathalie Vézina

Statut du membre / Status of the member (indicate with an "X"):

Membre associé / Associate member

Membre titulaire / Titular member

Adresse électronique professionnelle du membre / professional email address :

Nathalie.vezina@usherbrooke.ca

PART II : Si proposé par un comité national / If proposed by a national committee

Pays ou juridiction du comité national / Country or jurisdiction of the national committee

Association québécoise de droit comparé (Québec, Canada)

Nom d'une personne à contacter au comité national à propos de cette nomination / Name of a contact person to contact regarding this nomination

Prof. Marie-Eve Arbour, Université Laval, Québec

Adresse électronique de cette personne / Email address of that person

marie-eve.arbour@fd.ulaval.ca

Le membre ou le comité qui propose un nouveau candidat doit joindre une lettre d'appui signée.

The member or committee who proposes a new candidate must attach written statement of support of membership with signature.

Le candidat ou la candidate / The candidate

Adhésion demandée (ajoutez un « X ») / Membership applied for (add an 'X')

X Membre associé / Associate member

Membre titulaire / Titar member

Notez : Un poste de membre titulaire sera de préférence attribué à un membre associé, mais exceptionnellement un collègue senior qui jouit d'une excellente réputation pourrait être élu(e). Mais il est normalement préférable que le candidat au poste de membre titulaire soit déjà membre associé.

Note: A position of titular member will preferably be awarded to an associate member, but exceptionally a senior colleague who enjoys an excellent reputation could be elected. But it is normally preferable that the candidate for the position of full member already be an associate member.

Nom du candidat ou de la candidate (souligner le nom the famille le cas échéant)
/ Name of the Candidate (underline family name if any):

Me Michel DESCHAMPS

Sexe / Gender Pays ou juridiction de résidence / Country or jurisdiction of Residence

M Québec, Canada

Institution, faculté, université, etc. / Institution, faculty, university, etc. :

McCarthy Tétraut, Montréal.

Adresse électronique professionnelle / professional email address :

mdeschamps@mccarthy.ca

Engagement du/ de la candidat(e) / Undertaking by the candidate

J'accepte cette nomination et si je suis élu(e), je m'engage à assumer les obligations incombant aux membres de l'Académie, y compris le paiement annuel de ma cotisation.

I accept this nomination and if elected, I undertake to fulfil the obligations incumbent upon the members of the Academy including the payment of the annual fee.

Signature:



Date:

24 septembre 2024

Pièces jointes / Attachments:

1. Une lettre de soutien à la candidature par le proposeur / A written statement of support of membership by the proposer, a list of publications of the candidate
2. Un curriculum vitae du candidat ou de la candidate / A curriculum vitae of the candidate
3. Une liste de ses publications / A list of publications of the candidate

Important :

Afin de faciliter la tâche du secrétariat, nous apprécierions que ce formulaire et toutes ses pièces jointes nous soient envoyés en un seul document PDF à l'adresse suivante :

votes-membres@aidc-iacl.org

Le nom du fichier PDF serait préférablement le nom du candidat ou de la candidate.

To facilitate the task of the secretariat, we would appreciate if this form and all its attachment could be sent to us in one PDF document at the following address :

votes-membres@aidc-iacl.org

The name of the PDF file would preferably be the name of the candidate.



Montréal et Québec, le 27 septembre 2024

Académie internationale de droit comparé
28, rue Saint-Guillaume
75007 Paris, France
<https://aidc-iacl.org/>

Objet : Candidature de maître Michel DESCHAMPS au titre de membre associé de l'Académie internationale de droit comparé

Aux membres du Bureau de l'Académie internationale de droit comparé,

Permettez-moi d'apporter mon appui à la candidature de Maître Michel DESCHAMPS au titre de membre associé de l'Académie.

Maître DESCHAMPS est membre du Barreau du Québec, de l'Association du Barreau canadien et de l'International Bar Association. Il est avocat au sein du prestigieux cabinet McCarthy Tétrault, à Montréal, où il occupe une position centrale dans les dossiers relatifs aux transactions financières complexes, aux institutions financières et aux marchés de capitaux. Il s'agit d'un éminent juriste dont la longue carrière a été principalement centrée sur le droit bancaire et financier. Son expertise et son influence dans ces domaines lui ont valu une réputation solide au sein de la communauté juridique canadienne et ailleurs dans le monde. En 2003, il a été nommé *Fellow* de l'American College of Commercial Finance Lawyers et il a reçu la médaille Paul-André Crépeau décernée par l'Association du Barreau canadien à un juriste ayant contribué à l'avancement des aspects internationaux du droit commercial. En 2008, le Barreau du Québec lui a accordé la distinction Avocat émérite (Ad. E.). Puis, en 2013, l'Université de Montréal lui a décerné un doctorat honorifique.

Je connais Maître DESCHAMPS depuis de nombreuses années. Mes contacts avec lui ont été particulièrement nourris pendant les quinze années où j'ai agi comme présidente de l'Association québécoise de droit comparé. Il assiste régulièrement aux manifestations scientifiques de cette société savante et à d'autres événements de droit comparé destinés à la communauté juridiques québécoise. Il intervient régulièrement comme conférencier qui permettent de mesurer l'apport du droit comparé et d'initiatives en matière de droit uniforme dans le contexte des sûretés et du droit bancaire.

Maître DESCHAMPS a débuté son brillant parcours de juriste au Québec, obtenant son baccalauréat en droit de l'Université de Montréal. Après avoir terminé ses études, il a été admis au Barreau du Québec et a entamé une carrière en droit privé, se spécialisant rapidement en droit bancaire. Dès ses débuts au sein du cabinet McCarthy Tétrault, il s'est distingué par sa capacité à traiter des dossiers complexes en matière de financement et de réglementation bancaire. Il s'est imposé comme un expert incontournable dans le domaine du droit bancaire, représentant de nombreuses banques et institutions financières dans des transactions nationales et internationales. Son travail porte notamment sur la structuration de prêts syndiqués, qui impliquent plusieurs prêteurs se réunissant pour octroyer de grands montants de capital à des emprunteurs majeurs. Il a aussi joué un rôle crucial dans le développement des marchés des dérivés financiers au Canada, conseillant des clients sur les aspects réglementaires, les risques et les stratégies d'atténuation des risques.

Maître DESCHAMPS a participé à la rédaction de plusieurs textes réglementaires influents dans son domaine, contribuant à la modernisation du cadre juridique qui régit les transactions financières au Canada. Au fil des ans, il a conseillé de grandes institutions financières canadiennes et étrangères sur des questions liées à la conformité réglementaire, aux fusions et acquisitions dans le secteur bancaire, ainsi qu'à la restructuration d'entreprises en difficulté. Il a collaboré avec des gouvernements, des banques centrales et différents régulateurs pour élaborer des politiques et des cadres juridiques favorisant un système financier robuste et résilient. L'un de ses plus grands accomplissements professionnels aura été sa participation à la réforme des lois régissant les institutions financières au Canada. Il a collaboré avec des organismes de réglementation pour moderniser la législation bancaire. Ces réformes ont permis de renforcer la stabilité du système financier canadien et d'améliorer sa compétitivité sur la scène mondiale.

Outre sa contribution à des projets de réforme du droit au Canada, Maître DESCHAMPS s'est taillé une place enviable comme spécialiste de renommée internationale. À titre de délégué canadien, il a bonifié les travaux de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (CNUDCI) ayant conduit à l'adoption de la *Convention des Nations Unies sur les cessions de créance* (2001) et du *Guide législatif sur les opérations garanties* (2007). Toujours en tant que délégué canadien, il a participé à l'élaboration de la *Convention de Cape Town relative aux sûretés sur les avions* (signée en 2001), de son protocole spatial (signé à Berlin en 2012) et de la *Convention d'UNIDROIT sur les titres intermédiés* (signée à Genève en 2009). Il participe à d'autres travaux que mènent la CNUDCI et UNIDROIT sur la réforme du droit commercial, de même qu'à des travaux de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada relatifs à la mise en œuvre de conventions internationales.

La contribution de Maître DESCHAMPS à l'avancement des connaissances dans ses domaines de spécialisation est absolument remarquable, à plus forte raison si l'on tient compte que cette contribution s'inscrit parallèlement à une pratique active au sein d'un cabinet d'envergure et de son rôle au sein d'organisations vouées au développement du droit bancaire et à l'uniformisation du droit.

Ainsi, il a été professeur associé à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, où il a enseigné le droit bancaire à plusieurs générations de futurs avocats. Axés sur la pratique et les principes du financement et des marchés de capitaux, ses cours ont été salués

pour leur rigueur intellectuelle et leur pertinence pratique. D'ailleurs, il a reçu la médaille de la Faculté de droit de l'Université de Montréal en 1989 et la médaille de l'Université de Montréal en 2001.

Ses nombreuses publications comprennent notamment des articles dans des revues de droit reconnues au niveau international. Préconisant souvent une composante transnationale et comparatiste, elles traitent de sujets variés comme la gestion des risques financiers, la réglementation des banques et les tendances mondiales en matière de financement d'entreprises. Il est souvent invité à donner des conférences dans des forums juridiques et économiques prestigieux à travers le monde, où il partage son expertise sur les enjeux financiers globaux et leur impact sur les institutions canadiennes.

Au cours de sa carrière, Maître DESCHAMPS a été reconnu à de multiples reprises pour son excellence professionnelle et sa contribution au domaine du droit financier. Un accomplissement marquant de sa carrière est sa nomination en tant que conseiller juridique auprès de plusieurs gouvernements étrangers dans le cadre de la restructuration de leur secteur bancaire. Ces missions internationales lui ont permis de partager son savoir-faire avec des économies émergentes ou en crise, contribuant ainsi à stabiliser leurs systèmes financiers.

En somme, la carrière de Maître Michel DESCHAMPS incarne une combinaison rare d'expertise technique, de contribution au milieu universitaire et de service public. À travers ses différentes formes de contribution, il a aidé à façonner le paysage juridique du secteur bancaire et financier au Canada et au-delà. Par son dévouement au droit et à l'excellence professionnelle qu'il promeut en tout temps, il est une figure respectée de notre milieu juridique, inspirant ses pairs tout comme les personnes qui aspirent à une carrière en droit. À titre de membre associé de l'Académie internationale de droit comparé, il saurait personnifier l'apport au dialogue entre les systèmes juridiques de praticiens passionnés par l'étude comparative du droit et l'élaboration d'instruments de droit uniforme.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Professeure Nathalie VÉZINA
Membre titulaire de l'Académie
Professeure titulaire, Université de Sherbrooke

L'Association québécoise de droit comparé appuie pleinement la candidature de Maître Michel DESCHAMPS.



Professeure Marie-Eve ARBOUR, présidente
Association québécoise de droit comparé



Michel Deschamps

Ad. E.

Counsel

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

Bar Admission

Québec 1970

Law School

Université de Montréal

MT Divisions & Client Solutions

MT Align

Practices

Mergers & Acquisitions

Capital Markets

Secured Lending & Project Finance

Industries

Derivatives

Financial Institutions Regulatory

Banking & Financial Services

Michel Deschamps is a lawyer in our Business Law Group in Montréal. McCarthy Tétrault is one of the largest Canadian law firms, with offices in most major commercial centres in Canada as well as in London, England.

Mr. Deschamps' practice focuses on loan syndications, secured transactions, structured finance, international banking transactions, restructuring and the regulation of financial institutions. Mr. Deschamps also teaches banking law at the Law Faculty of the University of Montreal, where he is associate professor. He has given numerous conferences and proficiency courses for legal practitioners and academics. He is also the author of numerous articles on issues related to his areas of practice. Mr.

Deschamps chairs the Québec Bar secured transactions committee and the editorial board of the Québec Bar law review.

He is active in commercial law reform projects. He was a Canadian delegate to the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) for the elaboration of the Convention on the Assignment of Receivables (approved in 2001) and the Legislative Guide on Secured Transactions (approved in 2007). He also participated in the preparation and negotiation of the Cape Town Convention on aircraft financing sponsored by UNIDROIT and ICAO signed in 2001, the UNIDROIT Convention on intermediated securities signed in Geneva in 2009 and the Space Protocol to the Cape Town Convention signed in Berlin in 2012. He currently participates in other UNCITRAL and UNIDROIT law reform projects in the area of secured transactions; he has also been involved in several Uniform Law Conference of Canada projects.

Mr. Deschamps is member of the Québec bar, the Canadian Bar Association and the International Bar Association. He received in 2001 the Medal of the University of Montréal. In 2003, he became Fellow of the American College of Commercial Finance lawyers and correspondent of UNIDROIT. He also received in 2003 from the Canadian Bar Association the Paul-André Crépeau Medal in recognition of his contribution to the international aspects of commercial law. He received in 2008 from the Québec Bar the *Advocatus Emeritus* honour. In 2013, the University of Montreal gave him an honorary doctorate.

Michel Deschamps

Counsel

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

Awards & Rankings

Chambers Global

Leading lawyer: Banking & Finance - Canada

Chambers Canada

Leading Lawyer: Banking & Finance

The Legal 500 – Canada

Leading Lawyer: Banking and finance

IFLR 1000 Guide to the World's Leading Financial Law Firms

Highly Regarded: Financial services regulatory

The Lexpert/American Lawyer Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Banking & Financial Institutions

The Canadian Legal Lexpert Directory

Leading Lawyer: Asset Securitization; Banking & Financial Institutions;
Project Finance

Lexpert Special Edition: Finance and M&A

Leading Lawyer

Best Lawyers in Canada - 2021

Lawyer of the Year: Structured Finance Law

Best Lawyers in Canada - 2020

Lawyer of the Year: Project Finance Law

Best Lawyers in Canada - 2024, 2019, and 2023

Lawyer of the Year: Banking and Finance Law

Michel Deschamps

Counsel

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Securities Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Structured Finance Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Banking and Finance Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Insolvency and Financial Restructuring Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Project Finance Law

Recent Experience

- **National Bank of Canada enters into a definitive agreement to acquire Canadian Western Bank for approximately C\$5B**

June 11, 2024

- **Evergreen Credit Card Trust issues C\$1.6B of Class A, B and C asset-backed notes, Series 2023-CRT3**

March 15, 2023

- **SNC-Lavalin extends its corporate credit facilities and incorporates a sustainability-linked framework**

May 13, 2022

Recent Insights

- **Bill 96: What are the Impacts on Real Estate Transactions?**

July 18, 2022

Michel Deschamps

Counsel

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

■ Québec's Bill 96 Amending French Language Legislation Has Been Adopted: How Is Your Business Affected?

May 30, 2022



Michel Deschamps

Conseil

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

Admission au barreau

Québec 1970

Faculté de droit

Université de Montréal

MT Divisions et solutions client

MT Réseau

Domaines de pratique

Fusions et acquisitions

Marchés des capitaux

Prêts garantis et financement de
projets

Secteurs d'activité

Produits dérivés

Réglementation des institutions
financières

Droit bancaire et services financiers

Michel Deschamps est avocat au sein du groupe du droit des affaires à Montréal. McCarthy Tétrault est l'un des cabinets d'avocats les plus importants au Canada, ayant des bureaux dans plusieurs grandes villes canadiennes ainsi qu'à Londres.

Me Deschamps exerce en droit bancaire, en droit commercial et en droit du financement des entreprises. Il a une longue expérience en matière de crédits aux entreprises, de financement de projets, de litiges bancaires, de transactions bancaires internationales et de réglementation des institutions financières.

Il enseigne le droit bancaire à la faculté de droit de l'Université de Montréal où il est professeur associé. Il a donné de nombreuses conférences au Canada et à l'étranger à l'intention de juristes et de gens d'affaires.

Me Deschamps est l'auteur de nombreuses publications en droit bancaire, en droit des sûretés et en droit international privé. Il est président du comité de rédaction de la Revue du Barreau du Québec et du comité du droit des sûretés du Barreau du Québec.

Me Deschamps est très impliqué dans des projets de réforme du droit commercial au Canada et à l'échelle internationale. Il a participé, à titre de délégué canadien, aux travaux de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (CNUDCI) ayant conduit à l'adoption en 2001 de la Convention des Nations Unies sur les cessions de créance et à l'adoption en 2007 d'un Guide législatif sur les opérations garanties. Il a aussi été délégué canadien lors de l'élaboration de la Convention de Cape Town relative aux sûretés sur les avions signée en 2001, de son protocole spatial signé à Berlin en 2012 ainsi que la Convention d'UNIDROIT sur les titres intermédiés signée à Genève en 2009. Il participe présentement à d'autres travaux de la CNUDCI et d'UNIDROIT sur la réforme du droit commercial de même qu'à des travaux de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada relatifs à la mise en œuvre de conventions internationales.

Me Deschamps est membre du Barreau du Québec, de l'Association du Barreau canadien et de l'International Bar Association. Il a reçu en 1989 la médaille de la Faculté de droit de l'Université de Montréal et en 2001 la

Michel Deschamps

Conseil

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

médaille de l'Université de Montréal. En 2003, il est devenu *Fellow* de l'American College of Commercial Finance Lawyers et correspondant d'UNIDROIT; il a aussi reçu en 2003 la médaille Paul-André Crépeau décernée par le Barreau canadien à un juriste ayant contribué à l'avancement des aspects internationaux du droit commercial. En 2008, le Barreau du Québec lui a accordé la distinction Avocat émérite. En 2013, l'Université de Montréal lui a décerné un doctorat honorifique.

Il est recommandé dans plusieurs guides d'évaluation des avocats au Canada, aux États-Unis et en Angleterre comme étant un chef de file en droit bancaire et financier au Canada.

Prix et distinctions

Chambers Global

Leading lawyer: Banking & Finance - Canada

Chambers Canada

Leading Lawyer: Banking & Finance

The Legal 500 – Canada

Leading Lawyer: Banking and finance

IFLR 1000 Guide to the World's Leading Financial Law Firms

Highly Regarded: Financial services regulatory

The Lexpert/American Lawyer Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Banking & Financial Institutions

The Canadian Legal Lexpert Directory

Leading Lawyer: Asset Securitization; Banking & Financial Institutions; Project Finance

Lexpert Special Edition: Finance and M&A

Michel Deschamps

Conseil

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

Leading Lawyer

Best Lawyers in Canada - 2021

Lawyer of the Year: Structured Finance Law

Best Lawyers in Canada - 2020

Lawyer of the Year: Project Finance Law

Best Lawyers in Canada - 2024, 2019, and 2023

Lawyer of the Year: Banking and Finance Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Securities Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Structured Finance Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Banking and Finance Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Insolvency and Financial Restructuring Law

Best Lawyers in Canada

Leading Lawyer: Project Finance Law

Mandats récents

- **Banque Nationale du Canada conclut une entente définitive en vue d'acquérir la Banque canadienne de l'Ouest pour un montant d'environ 5 G\$ CA**

11 juin 2024

Michel Deschamps

Conseil

Montréal

mdeschamps@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4138

- **Evergreen Credit Card Trust émet 1,6 G\$ CA en billets adossés à des actifs de classe A, B et C, de série 2023-CRT3**

15 mars 2023

- **SNC-Lavalin prolonge ses facilités de crédit d'entreprise et inclut des conditions liées au développement durable**

13 mai 2022

Publications récentes

- **Projet de loi 96 (Loi 14): quels sont les impacts sur les transactions immobilières?**

18 juillet 2022

- **Le Projet de loi 96 modifiant la législation sur la langue française a été adopté : Comment votre entreprise est-elle touchée?**

30 mai 2022

Maître Michel Deschamps

Publications (liste sélective)

- Michel DESCHAMPS, « Fascicule 1 : Objet, compétences législatives et sources », dans Michel DESCHAMPS & Stéphane ROUSSEAU, dir., *Droit bancaire*, Montreal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles;
- Michel DESCHAMPS, “Conflict-of-laws rules on assignments of receivables in the United States and Canada”, (2019) *Uniform Law Review* 649-663
- Michel DESCHAMPS, « L’application de la *Loi sur la protection du consommateur* aux contrats de crédit », (2018) *77 Revue du Barreau*, 603-636;
- Michel DESCHAMPS, « Conflict-of-laws Rules on Security Rights in Non-Intermediaries Securities », dans Spiros V. BAZINAS, Nazim ORKUN *et al.* (dir.), *International and comparative secured transactions law*, Oxford, Hart Publishing, 2017, p. 187;
- Michel DESCHAMPS, « Les sûretés sur dépôts bancaires et autres créances pécuniaires », (2016) *75 Revue du Barreau* 433-471;
- Michel DESCHAMPS, “The perfection and priority rules of the Cape Town Convention and the Aircraft Protocol A comparative law analysis”, (2013) *2 Cape Town Convention Journal* 51-64;
- Michel DESCHAMPS, « Les cessions et hypothèques de créances: similitudes et différences », dans *Mélanges Pierre Ciotola*, Montréal, Éditions Thémis, 2012, 61-103;
- Michel DESCHAMPS, « La compensation comme mécanisme de garantie et les sûretés sur les dépôts bancaires », dans *Le droit bancaire en 2011: nouveautés et tendances*, Montréal, Éditions Thémis, 2012, 1-34;
- Michel DESCHAMPS, « La responsabilité contractuelle et extracontractuelle des banques », dans Marc LEMIEUX (dir.), *Le droit bancaire en 2011 : nouveauté et tendances*, Montréal, Thémis, 2012.
- Michel DESCHAMPS, “The Geneva Securities Convention – Selected Issues Left to Law Outside the Convention”, (2010) *15 Uniform Law Review* 703-712;
- Michel DESCHAMPS, “The Security Interest Provisions of the UNIDROIT Convention on Intermediated Securities” (2010) *15 Uniform Law Review* 337-345;
- Michel DESCHAMPS, « Les dispositions sur les sûretés de la Convention d’UNIDROIT sur les titres intermédiés », (2010) *15 Uniform Law Review* 347-356;
- Michel DESCHAMPS, « Sûretés et ventes portant sur des valeurs mobilières », [2010] *Cours de perfectionnement du Notariat* 179-211;

- Michel DESCHAMPS, « Les conflits de lois relatifs aux sûretés sur créances : comparaison entre divers régimes et nécessité d’harmonisation », dans Nathalie VÉZINA (dir.), *Le droit uniforme: Limites et possibilités. Actes du Colloque 2008 de l'Association québécoise de droit comparé et rapports québécois au 1^{er} congrès thématique de l'Académie internationale de droit comparé*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009, 161-182;
- Michel DESCHAMPS, « Le nouveau régime québécois des sûretés sur les valeurs mobilières », (2009) 68 *Revue du Barreau* 541-572;
- Michel DESCHAMPS, « Les sûretés sur des titres détenus auprès d’un intermédiaire en droit canadien », (2005) 10 *Uniform Law Review* 189-223;
- Michel DESCHAMPS, « Les conflits de lois en droit des sûretés au Canada et aux États-Unis: comparaison entre le Code civil du Québec, les PPSAs et le UCC », dans Barreau du Québec, Service de la formation permanente, *Développements récents en droit bancaire* (2003), vol. 195, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2003 [en ligne];
- Michel DESCHAMPS, “The Priority Rules Of The Cape Town Convention And Its Aircraft Protocol”, (2002) 7 *Uniform Law Review* 46-48;
- Michel DESCHAMPS, « Le prêt participatif », dans *Les aspects juridiques du capital de risque – Journées Maximilien-Caron 1998*, Montréal, Éditions Thémis, 1999, 95-112;
- Michel DESCHAMPS, « Le contrat de prêt et la compensation comme mécanisme de garantie », dans Barreau du Québec, Service de la formation permanente, *Développements récents en droit commercial* (1996), Montréal, Éditions Yvon Blais, 1996, 87-102;
- Michel DESCHAMPS, « Analyse des principales clauses d'une hypothèque mobilière », [1995] *Cours de perfectionnement du Notariat* 415-430;
- Michel DESCHAMPS, « Le prêt », dans Barreau du Québec et Chambre des notaires du Québec, *La réforme du Code civil : obligations, contrats nommés*, t. 2, Sainte-Foy, PUL, 1993, 1013-1029;
- Michel DESCHAMPS, « Le dépôt », dans Barreau du Québec et Chambre des notaires du Québec, *La réforme du Code civil : obligations, contrats nommés*, tome 2, Sainte-Foy, PUL, 1993, 997-1012;
- Michel DESCHAMPS, « Les dispositions du nouveau Code civil en matière de contrats et de sûretés », dans Association de planification fiscale et financière, *Congrès 92*, Montréal, 1993, p. 11-27;
- Michel DESCHAMPS, « La garantie de l'article 178 : développements récents et questions d'actualité », dans Barreau du Québec, Service de la formation permanente, *Développements récents en droit bancaire* (1991), Montréal, Éditions Yvon Blais, 1991, 127-154;
- Michel DESCHAMPS, « L'autonomie de la volonté dans la détermination de la loi contractuelle et du tribunal compétent », dans *Enjeux et valeurs d'un Code civil moderne — Journées Maximilien-Caron 1990*, Montréal, Les Éditions Thémis, 1991, 65-78; reproduit dans (1990) 24 *Revue juridique Thémis* 471-484;
- Michel DESCHAMPS, « Les sûretés sur les équipements et les stocks », [1987] *Cours de perfectionnement du Notariat* 125-161;

- Michel DESCHAMPS, « Les comptes en banque au Québec », (1986) 65 *Revue du Barreau canadien* 75-106;
- Michel DESCHAMPS, « Chroniques sectorielles. Un prêt garanti par l'article 178 de la Loi sur les banques peut-il servir à rembourser des avances antérieures à la garantie? », (1985) 19 *Revue juridique Thémis* 87-90;
- Michel DESCHAMPS, « Le syndic : un successeur du débiteur ? Un cessionnaire ? Un représentant des créanciers ? », [1985] *Meredith Memorial Lectures* 245-265.